



ESSEC BUSINESS SCHOOL

Concours 2026 Textes Anglais LVA

Un échantillon des articles présentés aux candidats



La BBC au cœur d'une tempête politique

Le navire amiral des médias britanniques tanguait tellement que le capitaine a dû quitter le bord. Le directeur général de la BBC, Tim Davie, a annoncé sa démission dimanche soir en même temps que Deborah Turness, directrice générale de BBC News, la chaîne d'informations du groupe. Le groupe audiovisuel public, accusé de positions éditoriales « biaisées », a présenté lundi des excuses pour avoir manipulé des extraits vidéo de Donald Trump. L'affaire a pris dans la journée une ampleur internationale, le président américain menaçant de poursuivre en justice la vénérable « Beeb ».

Les deux dirigeants étaient sous le feu à cause d'un épisode de la célèbre émission d'investigation « Panorama », diffusé l'an dernier. L'affaire a été révélée par le Daily Telegraph, qui a publié des éléments d'un rapport rédigé par Michael Prescott, un conseiller externe de la BBC. Celui-ci relève des coupes problématiques dans un discours de Trump datant du 6 janvier 2021, jour de l'assaut du Capitole à Washington. Le montage rapproche des propos prononcés à différents moments du discours, celui qui est alors président sortant semblant ainsi inciter ses partisans à marcher sur le siège du Congrès pour se « battre comme des diables ». Le président de la BBC, Samir Shah, a présenté lundi des excuses et reconnu une « erreur de jugement ». « Nous reconnaissons que la manière dont le discours a été monté a donné l'impression d'un appel à l'action violente », a-t-il écrit.

Dans sa note, Prescott - un ancien journaliste - pointe aussi que la BBC a manqué de neutralité dans sa couverture du conflit de Gaza. La chaîne BBC Arabic, diffusant en langue arabe, se voit ainsi reprocher sa partialité en présentant systématiquement Israël comme « l'agresseur ». La BBC est aussi accusée de « biais » dans son traitement de la question des personnes transgenres. Enfin, il est déploré que Verify, le service de vérification des faits de la BBC, ait produit un rapport « totalement erroné » suggérant que les assureurs automobiles étaient racistes. « Il existe des problèmes systémiques préoccupants concernant la couverture médiatique de la BBC sur tous ces sujets », estime Prescott dans le mémo. Il déplore le déni et l'absence de réaction des responsables des règles éditoriales du groupe.

Après plusieurs jours de tempête, le patron de la BBC a donc jeté l'éponge. Tim Davie a déclaré assumer l'entière responsabilité des erreurs commises. De son côté, Deborah Turness s'est défendue en affirmant « qu'il n'y a pas de partialité institutionnelle » sur BBC News, qui reste « la source d'information la plus fiable au monde ». Les deux dirigeants se sont vus reprocher de ne pas reconnaître la manipulation et de ne pas présenter rapidement des excuses. « Que la BBC ait du mal à accepter les critiques et à en tirer des leçons n'est pas une nouveauté », constate

Stephen Bush dans le Financial Times . La quasi-totalité de la classe politique s'est indignée de l'attitude de la BBC. Loin de couvrir sans réserve le groupe public, la ministre de la Culture travailliste, Lisa Nandy, a fustigé des décisions éditoriales pas toujours « bien réfléchies » , et loin d'être à la hauteur des « plus hautes exigences ».

Cette tempête politique place le premier ministre, Keir Starmer, dans une situation délicate face à Donald Trump, qu'il s'efforce à amadouer. Le président américain a publié un message sur les réseaux sociaux se réjouissant du double et spectaculaire « limogeage ». « Les plus hauts responsables de la BBC, y compris Tim Davie, le patron, démissionnent tous/sont virés, car ils ont été pris la main dans le sac en train de trafiquer mon excellent (parfait !) discours du 6 janvier » , a-t-il déclaré. La Maison-Blanche avait accusé vendredi la BBC de « malhonnêteté délibérée ».

Ces dernières années, les crises et polémiques se sont multipliées au sein de la BBC. En juillet, ce fut la chute d'un présentateur de journal vedette, accusé d'avoir payé un mineur en échange de photos explicites. La chaîne a été accusée d'avoir mis trop de temps à réagir. En février dernier, la BBC a été accusée de « tromperie substantielle » par le régulateur britannique des médias, l'Ofcom, après la diffusion d'un documentaire sur Gaza. Le jeune garçon mis en scène dans le film s'est avéré être le fils d'un responsable du Hamas, sans que cela ne soit précisé.

En mai, le présentateur de l'émission de football phare de la BBC, « Match of the Day » , Gary Lineker, a dû se retirer après des messages politiques partagés sur X. En juin, la BBC a été de nouveau accusée de biais (...)

Tim Davie avait alors présenté ses excuses.

L'image de l'institution longtemps chérie des Britanniques, qui la surnomme affectueusement «Auntie», est sérieusement ternie et la crise loin d'être terminée. D'autant que du côté de Washington, l'affaire n'est peut-être pas close. La BBC a annoncé lundi avoir reçu une lettre de Donald Trump. Ses avocats exigent le retrait du documentaire de Panorama d'ici le 14 novembre, sous peine de poursuites judiciaires pour un montant « d'au moins » 1 milliard de dollars.

Le Figaro

11 novembre 2025



«Critiquer Artemis 2, c'est le contraire d'abandonner la curiosité»

Interview

Comme dans un film de science-fiction, les quatre astronautes de la mission Artemis 2 sont rentrés à la maison après avoir «amerri» dans l'océan Pacifique sous les yeux de leurs colocataires terriens. Il y a beaucoup de raisons de s'enthousiasmer pour cette prouesse technique et l'aventure humaine qu'elle représente, avec notamment la présence de Christina Koch, première femme à aller aussi loin dans l'espace avec ses trois collègues masculins.

Mais la fascination pour ce grand spectacle, orchestré par la Nasa, doit-elle anesthésier tout esprit critique? Irénée Régnault, coauteur, avec Arnaud Saint-Martin, d'Une histoire de la conquête spatiale (La Fabrique, 2024) et cofondateur du collectif technocritique le Mouton numérique, détaille trois aspects des missions spatiales habitées qui posent problème.

Pourquoi l'intérêt scientifique d'un tel vol habité est-il limité, selon vous ?

Artemis 2 n'est en rien un saut scientifique. Les premières images de la face cachée de la Lune nous viennent des Soviétiques en 1959, et de nombreux robots nous ont fourni des images depuis.

Il y a des sujets de recherche scientifique légitimes autour de la Lune, mais il faut rapporter ces ambitions à leur coût réel, en l'occurrence près de 100 milliards de dollars [environ 85,3 milliards d'euros], pour Artemis sur les quinze dernières années [après Artemis 2, Artemis 4 sera censé permettre à l'humain de marcher sur la Lune pour la première fois depuis 1972]. D'ailleurs, la Maison Blanche prévoit de réduire de 47 % le budget des missions scientifiques de la Nasa, donc il y a une sorte de contradiction dans cette course habitée vers la Lune.

En réalité, il s'agit uniquement d'une quête de prestige. Pour justifier le vol spatial habité, la science a toujours servi de parure. Or il y a un vase communicant entre les budgets de la recherche scientifique et celui des vols habités. On l'a vu avec la Station spatiale internationale (ISS) : quand l'Europe entre dans l'ISS, cela se fait au prix de l'abandon de plusieurs missions scientifiques.

Vous n'êtes donc pas opposé à l'exploration spatiale, mais à l'exploration habitée?

Les plus belles images qu'on ait du ciel profond nous viennent de sondes : je pense à Rosetta, à Philae, de grandes missions européennes qui ont permis d'explorer des astres lointains. Or elles coûtent infiniment moins qu'un vol habité : pour 100 milliards de dollars vous envoyez 50 sondes comme Rosetta, par exemple pour explorer Cérès dans notre système solaire. On peut diversifier les explorations et donner à rêver de manière moins invasive qu'en envoyant des personnes sur un astre mort. Critiquer Artemis, c'est le contraire d'abandonner la curiosité sur ce qui nous entoure dans l'univers.

Quelles sont les raisons géopolitiques de critiquer cette mission habitée?

A travers Artemis, les Américains remettent au goût du jour la course à l'espace et le conflit bloc contre bloc, avec l'idée qu'il faut devancer les Chinois. C'est leur argument officiel. En face, la Chine refuse ce cadrage, elle a son propre programme, et les Etats-Unis font, en réalité, la course avec eux-mêmes. La Chine progresse de toute façon à une vitesse ahurissante et possède déjà un rover [engin d'exploration mobile que l'on envoie sur d'autres astres, ndlr] sur la face cachée de la Lune.

Nous, Européens, nous retrouvons malgré nous embarqués dans une compétition dont seul Washington fixe les termes. Les Russes n'ont plus les moyens, ils travaillent avec les Chinois dans un contre-modèle à Artemis: le programme International Lunar Research Station (ILRS). Plein de pays ont signé ce programme (Venezuela, Afrique du Sud, Pakistan), mais sur le vol habité, Artemis est plus avancé.

Pourquoi l'Europe s'entêterait-elle à conforter un projet impérialiste américain, en fabriquant le module de service de la capsule Orion ? On participe à Artemis en échange d'une place à bord du prochain vol habité. On échange donc du savoir-faire industriel contre du prestige avec de l'argent public.

Au lieu de travailler pour les Etats-Unis, nos ingénieurs pourraient faire autre chose. Travailler à être une puissance d'exploration scientifique et de préservation de la planète, en se concentrant sur des satellites d'observation du climat... On a besoin de savoir à quelle vitesse fond la glace et comment se réchauffe l'océan, au moment même où ces sujets sont abandonnés par Trump. Apprendre à vivre dans une planète à + 2,5 °C ne se fera pas avec des astronautes.

Il y a aussi des raisons éthiques, selon vous, de s'opposer aux vols habités?

Artemis est la planche à billets de l'astrocapitalisme américain. C'est elle qui nourrit Space X, et indirectement Starlink avec ses effets délétères connus comme la pollution de l'atmosphère et l'augmentation des débris et de la luminosité du ciel.

La conquête lunaire elle-même bafoue le droit spatial, et notamment le traité de l'espace de 1967 qui stipule qu'il ne peut pas y avoir d'appropriation nationale par proclamation de souveraineté dans l'espace. Or les Etats-Unis se glissent dans l'interprétation de ce droit pour s'approprier des territoires sur la Lune. L'idée au fond est bien de s'approprier des ressources qui sont communes, en gros d'aller miner la Lune en y envoyant des pelleteuses. Cela parle à un certain imaginaire fantasmé du peuple états-unien, avec une vision téléologique de l'histoire qui vise à peupler des terres dites vierges.

Libération

15 avril 2026



Le drôle de cocktail qui empêche la soif d'alcool de retrouver son pic

Il y a la mode qui passe et il y a les modes qui ne cessent de prendre de l'ampleur. En ce début 2026, à l'heure où certains font leur Dry January, les producteurs d'alcool ne peuvent plus se voiler la face. Aucun ne va jusqu'à se dire que la planète risque de sombrer dans un « dry 2026 », qui verrait la consommation de vins, bières et spiritueux s'effondrer sur l'ensemble de l'année. Le retour de la prohibition à l'américaine n'est pas pour demain. Mais les sondages et les statistiques ne sont guère encourageants pour les géants du vin, de la bière et des spiritueux.

La parenthèse « enchantée » du Covid s'est refermée. Pendant le confinement, les ménages ont cédé à la mode du cocktail à la maison et une fois les bars et boîtes de nuit rouverts, ils ont entretenu leur passion pour la « mixologie » en sortant massivement. Mais, depuis 2022, les ventes d'alcool ne cessent de reculer sur la plupart des grands marchés, au point que l'on peut se demander si ce recul conjoncturel n'est pas devenu structurel. (...)

Et la tendance ne semble pas sur le point de s'inverser. L'institut Gallup, qui sonde les Américains depuis 1939, constate qu'en 2025 seulement 54 % des adultes se disaient encore consommateurs d'alcool, contre plus de 60 % entre 1997 et 2023 et autour de 70 % au début des années 1980. Au Royaume-Uni, selon IWSR, les adultes ne boivent plus que 10,2 verres d'alcool par semaine, contre plus de 14 il y a une vingtaine d'années.

Le cocktail de cette lente érosion est composé de nombreux éléments explicatifs dont il reste difficile d'estimer la part respective mais qui s'additionnent.

Pour certains, la première raison serait « médicale ». Un peu comme la consommation de tabac a chuté, notamment dans les pays occidentaux, les ventes de vodka ou de whisky reculeraient car la population aurait fini par prendre conscience que la consommation sans modération est mauvaise pour la santé. On passe de « l'abus d'alcool nuit à la santé » à « l'alcool n'est pas bon pour vous ». Le boom des réseaux sociaux, qui abordent de nombreux sujets liés à la santé, mais aussi l'envie de mettre en avant son image et donc la recherche d'un corps plus sculpté accentueraient ce phénomène.

Même si cela peut sembler contradictoire, certains soulignent que la progression de la consommation de drogue en général joue aussi contre l'alcool et sa fonction de désinhibition. Rien qu'aux Etats-Unis, premier marché au monde, la consommation de cannabis qui est légalisée dans de plus en plus d'Etats aurait doublé depuis 2020, et concernerait désormais 15 % de la population.

L'explosion toute récente des ventes de médicaments permettant de lutter contre l'obésité jouerait aussi un rôle. L'Ozempic et ses concurrents contribuent à couper la faim en accentuant le sentiment de satiété. Les rois de la junk food s'en inquiètent, mais une étude publiée par « The Lancet » estime que l'impact de ces médicaments au niveau de la dopamine réduit aussi l'envie de boire de l'alcool. Pourquoi boire quand on n'a pas soif ?

Autre élément lié à l'évolution de la société, avec l'essor des smartphones, de l'intelligence artificielle, de Netflix, des jeux vidéo et des réseaux sociaux, nous socialisons de moins en moins. On peut certes boire quand on est seul, mais si l'on passe moins de soirées avec des amis, on passe aussi à côté de nombreuses occasions de partager des bouteilles... Or, les statistiques le prouvent, nous restons de plus en plus dans notre bulle digitale sans avoir forcément le sentiment de solitude.

Le développement de l'économie numérique peut aussi « cannibaliser » les ventes d'alcool, quand on constate qu'aux Etats-Unis, par exemple, l'explosion très récente du marché des paris sportifs a capté 150 milliards de dollars. Enfin, l'inflation, qui a bondi dans la foulée du Covid, a impacté le pouvoir d'achat. Pour les ménages les moins aisés, l'heure est aux arbitrages. Les plus riches comptent peu, mais ce n'est pas parce que l'on souffre moins que les autres de la hausse des prix que l'on va forcément boire plus au point de compenser le recul de la consommation des plus modestes.

L'OCDE va jusqu'à parler d'un « pic de l'alcool » comme on évoque un « peak oil » pour évoquer le fait que l'on touchera bientôt un point haut en matière de consommation de pétrole.(...)

La hausse globale du pouvoir d'achat et l'enrichissement de la planète pousseront davantage de gens à boire, pas forcément plus, mais au moins mieux. Les géants de l'alcool, qui constatent que le marché résiste bien mieux en valeur qu'en volume, peuvent se rassurer en se disant que les consommateurs seront prêts à payer plus pour des bouteilles plus haut de gamme. Les options sans alcool, qui procurent des marges généreuses, gagnent aussi des parts de marché et font figure de relais de croissance. Mais sur ce segment, la bataille sera peut-être remportée par d'autres que les rois du cocktail.



Palantir assoit son emprise sur le Pentagone

À de tels niveaux de résultat, il ne s'agit plus d'un succès mais d'un triomphe. Lundi 4 mai, Palantir a annoncé une croissance de son chiffre d'affaires de 85 % pour le premier trimestre 2026 et dit viser + 71% pour l'année entière. L'entreprise états-unienne, spécialisée dans la collecte de données et leur agrégation au service du renseignement et des armées du «camp occidental», annonce aussi détenir 892 millions de dollars de trésorerie.

Ces chiffres traduisent une réalité : la société cofondée en 2003 et présidée depuis par Peter Thiel est la grande gagnante de la guerre en Iran. Malgré les premières polémiques autour du rôle du spécialiste de l'intelligence artificielle Anthropic dans la mécanique militaire du Pentagone, c'est avant tout à Palantir que la campagne de frappes lancée le 28 février a servi de spectaculaire vitrine. (...)

L'arme principale de Palantir a un nom : Maven. Ce logiciel permet d'agréger des milliers de données issues de toutes sources : images satellitaires, flux vidéo de drones, cartes, rapports de renseignement, etc. (...)

En un peu plus d'un mois, jusqu'au cessez-le-feu avec Téhéran le 8 avril, les États-Unis auraient mené treize mille frappes, selon le Pentagone, qui assure que l'objectif de Maven est d'atteindre «mille décisions par heure», visant à «choisir ou à écarter des cibles».

«À l'instar de l'application Uber qui met en relation les chauffeurs et les passagers, les outils d'IA du Maven Smart System identifient rapidement les unités les mieux adaptées à une mission et proposent un plan pour les mettre en place», a résumé pour le Times Bryan Clark, un chercheur spécialisé du Hudson Institute à Washington.

«Lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, une unité de renseignement d'environ 2 000 personnes était mobilisée pour analyser les données du champ de bataille et identifier les cibles. Aujourd'hui, dans l'opération "Epic Fury" menée contre l'Iran, une vingtaine de soldats peuvent accomplir la même mission», assure le New York Times.

Le projet Maven n'a pas été imaginé par Palantir : c'est d'abord une idée du Pentagone, lancée en 2017 pour automatiser le traitement des images envoyées par drone. (...)

Et la première entreprise à s'intéresser au projet n'a pas été Palantir mais Google. En 2018, le géant du Net a accepté de collaborer avec Drew Cukor..., déclenchant ce qui reste aujourd'hui le plus important mouvement de protestation de l'histoire de la Silicon Valley. Plus de quatre mille de ses salarié·es ont signé une lettre lui demandant de se retirer du projet.

Un an plus tard, c'est Palantir et son dirigeant, le très controversé Alex Karp, qui ont pris le relais. Quelle meilleure initiative pour une entreprise dont le nom renvoie aux «pierres de vision» du Seigneur des anneaux de J.R.R. Tolkien et dont le cœur de métier est la maîtrise de l'information et sa mise au service des plus puissants?

Dans une tribune signée en 2023, Alex Karp ne se cachait pas de vouloir modeler «une technologie susceptible de façonner la politique internationale de ce siècle», au même titre que «les armes nucléaires ont façonné le siècle dernier». Il creuse aujourd'hui ce sillon. (...)

En 2004, à peine né, Palantir a été financé par le fonds de capital-risque piloté par la CIA – et l'agence de renseignement a été son unique cliente jusqu'en 2008. Le service des impôts, le FBI ou la NSA ont ensuite fait appel à ses services de collecte et de mise en cohérence des informations. Et depuis 2011, l'ICE, la controversée agence de l'immigration états-unienne, utilise très largement ses services afin de mener à bien ses expulsions massives d'immigré-es. (...)

L'emprise de Palantir n'est pas cantonnée aux États-Unis...

En France, Palantir est bien, très bien implanté. En 2023, Alex Karp indiquait même au Nouvel Obs que notre pays était le troisième marché pour son entreprise, ex æquo avec l'Allemagne, derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne. (...)

Ailleurs dans le monde, Palantir ne se cache pas d'équiper l'Ukraine. Dès juin 2022, quatre mois après le début de l'invasion russe, Alex Karp rencontrait Volodymyr Zelensky pour lui offrir ses services, comme l'a raconté le magazine Time. Pour l'heure, cette avancée dans le monde entier se fait sans déclencher de débats trop bruyants. Mais l'extension du domaine de la machine Palantir ne cesse de poser des questions. Notamment éthiques.

Submergé de données, poussé à réagir de plus en plus vite et assisté de plus en plus près par l'ordinateur, quelle part reste-t-il ou restera-t-il à l'humain pour prendre des décisions de vie et de mort sur un théâtre d'opérations? Et quid du moment où des armes autonomes seront jugées plus efficaces?

Le premier jour de l'attaque contre l'Iran, le 28 février, a donné un avant-goût de ce que pourrait donner la guerre automatisée. Un missile a touché une école de Minab, tuant environ 180 personnes, dont une grande majorité de petites filles. L'«erreur de ciblage» n'a été attribuée officiellement ni à l'IA ni à Palantir. Mais il est hautement probable que le missile a été guidé par une base de données ancienne, qui n'avait pas été mise à jour. Mais la faute ultime n'est pas à chercher du côté des machines. Ce n'est pas un chatbot qui a tué ces enfants. Des personnes n'ont pas mis à jour une base de données et d'autres ont construit un système suffisamment rapide pour que cette défaillance soit mortelle.

Mediapart

6 mai 2026



Sarah Mullally, première femme archevêque de Canterbury

Manteau noir sur les épaules, au-dessus de la soutane épiscopale violette, Sarah Mullally se présente face aux caméras pour sa première apparition publique à cette position. Quelques minutes plus tôt, vendredi 3 octobre, celle qui était jusqu'alors évêque de Londres vient d'être nommée archevêque de Canterbury. Une annonce qui sonne comme une révolution. Si depuis 2015 des femmes y sont évêques, jamais, en cinq siècles d'existence, une femme n'avait pris la direction de l'Église d'Angleterre, l'Église d'État qui fit scission avec Rome, l'Eglise-mère de l'anglicanisme qui revendique 85 millions de fidèles dans le monde.

Ancienne infirmière puis directrice générale des soins infirmiers pour l'Angleterre – déjà la première femme à ce poste en 1999 –, âgée de 63 ans, mariée et mère de deux enfants, Sarah Mullally devient ainsi la 106ème archevêque de Canterbury. Le siège était vacant depuis janvier, après la démission fracassante de Justin Welby, pris dans une affaire de mauvaise gestion de violences sexuelles.

Depuis son ordination en 2001, Sarah Mullally a connu une ascension rapide au sein du clergé anglican. Un an après l'ouverture de l'épiscopat aux femmes, elle a été nommée, en 2015, évêque de Crediton avant de devenir deux ans plus tard le troisième évêque d'Angleterre dans l'ordre de préséance, lorsqu'elle est appelée dans le diocèse de Londres. « Sa nomination à Canterbury est un événement historique », souligne Linda Woodhead, sociologue des religions et professeure au King's College. Dans l'Église d'Angleterre, mais aussi dans toute la chrétienté où peu de femmes sont à la tête d'Églises. »

Pour la chercheuse, la nomination d'une femme à l'archevêché de Canterbury est la « continuation d'un processus ». « Les femmes peuvent être ordonnées prêtres depuis 1994, ajoute Linda Woodhead. En Angleterre, il y a maintenant autant d'hommes que de femmes dans le clergé, ce n'est pas un choc culturel. »

Habituée des positions de gouvernance – elle a reçu en 2005 le titre de Dame Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique en reconnaissance de ses services dans la santé publique –, Sarah Mullally a moins marqué que d'autres leaders anglicans plus charismatiques mais dispose d'un solide réseau et d'une importante expérience de l'administration. Si son profil diffère de ses prédécesseurs, la nouvelle archevêque n'incarne pas une rupture fondamentale. « Elle représente le plus grand parti de l'Église d'Angleterre, celui du centre », décrit Linda Woodhead. Dans une ville où sont solidement ancrées des communautés libérales et conservatrices, elle a su composer avec les différentes sensibilités. »

L'accession au siège de Canterbury d'une évêque reconnue pour son sens pastoral, à la tête d'une Église profondément divisée par des querelles doctrinales, minée par des problèmes financiers et par la baisse des fidèles et des vocations, révèle néanmoins l'ambition d'un anglicanisme s'adressant à toute la société britannique. « Contrairement à ses prédécesseurs plus portés sur la théologie et l'aspect religieux du rôle d'archevêque, elle pourrait davantage tenir un discours dans lequel l'Église est celle de tout un peuple », analyse Linda Woodhead.

Cette aspiration a été illustrée par sa première prise de parole dans ce rôle nouveau. Face à la montée de l'extrême droite, de la violence et du communautarisme, Sarah Mullally a appelé les Britanniques à ne pas céder à la « haine » et au « racisme ». Alors que, la veille, une attaque dans une synagogue avait coûté la vie à deux personnes, elle a affirmé que la place de l'Église d'Angleterre était aux côtés de la communauté juive. (...)

Si elle s'est publiquement opposée à la modification de la doctrine anglicane du mariage, l'évêque de Londres s'est, à plusieurs reprises, prononcée en faveur des bénédictions pour les couples de même sexe, là où son prédécesseur s'était abstenu lors du vote autour de ces célébrations liturgiques controversées.

Bien que considérée comme un juste milieu par beaucoup de croyants outre-Manche, sa position pourrait aggraver les dissensions au sein de la Communion anglicane mondiale où de nombreux primats conservateurs s'opposent à ces prières autant qu'à l'ordination des femmes. Quelques heures après l'annonce historique, la Conférence anglicane globale (Gafcon), l'une des institutions représentant les anglicans conservateurs notamment issus des pays du Sud, a ainsi fait part de sa « tristesse » dans un communiqué offensif, face à une nomination qui « divise davantage une communion déjà facturée », réaffirmant ne plus pouvoir « reconnaître l'archevêque de Canterbury comme un instrument de communion ».

Auprès des conservateurs anglais, et de la branche évangélique de l'Église d'Angleterre, Sarah Mullally s'est, ces derniers mois, distinguée en s'opposant à une loi ouvrant le « droit à une aide à mourir ». Pourfendant un texte constituant « un risque pour les plus vulnérables dans notre société », la future occupante de Lambeth Palace se place ainsi au milieu des différentes sensibilités.

Autre sujet explosif, la question des violences sexuelles est actuellement débattue par l'Église d'Angleterre, qui peine à se débarrasser d'accusations de mauvaise gestion. Sarah Mullally « n'avait pas vraiment fait de ce sujet une priorité », reconnaît Linda Woodhead, alors que des associations de victimes se disent inquiètes de cette nomination. Elle devra agir vite sur ces questions car il y a beaucoup de colère de la part des victimes. »

La Croix,
6 octobre 2025



Le Royaume-Uni s'attaque enfin à la publicité pour la malbouffe

Saturé de sucre, de sel et de gras, l'environnement alimentaire des enfants façonne dès la maternelle leurs préférences et leurs habitudes. Une série de mesures inédites entre en application au Royaume-Uni pour tenter d'enrayer cette influence invisible, mais décisive. Les enfants n'ont jamais eu autant de choix alimentaires qu'aujourd'hui, mais ces choix sont rarement neutres. Derrière les emballages colorés et les slogans accrocheurs, des stratégies bien rodées orientent dès le plus jeune âge les préférences gustatives. Alors que l'obésité infantile progresse au Royaume-Uni, la question de l'influence commerciale revient avec insistance. La publicité pour la malbouffe devient un enjeu central dans cette bataille sanitaire.

À cinq ans, un enfant britannique a déjà vu plusieurs milliers de publicités pour des aliments industriels. Le chiffre n'a rien d'exagéré tant les stratégies de l'industrie sont devenues sophistiquées. Les marques rivalisent d'inventivité pour insérer leurs produits dans l'univers quotidien des plus jeunes, de la pause télé à la navigation sur YouTube. Les couleurs vives, les mascottes souriantes et les jingles accrocheurs ne sont pas là par hasard. Ils répondent à une logique marketing éprouvée qui façonne les préférences alimentaires dès le plus jeune âge.

Le problème dépasse largement les simples bonbons ou sodas. Les publicités pour pizzas surgelées, snacks salés ou même certains produits de petit-déjeuner jouent sur des codes émotionnels qui font mouche. Une étude citée par la BBC rappelle que l'exposition répétée à ces contenus influence directement ce que les enfants demandent à leurs parents, ce qu'ils consomment et, à terme, leur rapport au goût. Difficile de promouvoir les haricots verts quand l'enfant rêve de la glace multicolore vantée par son personnage préféré.

Ce conditionnement précoce a un coût. Selon les chiffres du National Health Service, près d'un enfant sur dix au Royaume-Uni vit déjà avec l'obésité dès l'âge de quatre ans, et un sur cinq présente des caries dentaires à cinq ans. Le lien avec les habitudes alimentaires influencées par la publicité ne fait plus débat chez les chercheurs.

L'interdiction entrée en vigueur le 5 janvier 2026 marque un tournant. Les publicités pour les aliments riches en gras, sel ou sucre ne peuvent plus apparaître avant 21 h à la télévision ni à aucun moment sur les plateformes en ligne. Cela inclut les boissons sucrées, les céréales trop riches, les pâtisseries, les barres chocolatées, les pizzas et même certaines marques de porridge si elles contiennent trop de sucre ajouté.

La mesure s'appuie sur un système de notation qui pondère les niveaux de nutriments, permettant de déterminer quels produits sont concernés. Mais les marques ont encore une marge de manœuvre. Elles peuvent continuer à faire de la publicité si aucun produit identifiable

n'apparaît à l'écran. Cette faille permet à des entreprises comme McDonald's ou Cadbury de maintenir une présence visuelle forte sans montrer un seul burger ou une tablette de chocolat. Une façon détournée de rester dans l'imaginaire collectif.

Malgré cela, la portée de la réforme reste considérable. Le gouvernement britannique estime que cette limitation permettra de retirer jusqu'à 7,2 milliards de calories des régimes alimentaires des enfants chaque année. Selon eux, environ 20 000 cas d'obésité infantile pourraient être évités grâce à cette mesure, représentant un gain potentiel de 2 milliards de livres en bénéfices sanitaires à long terme.

"Au début de l'école primaire, 22,1 % des enfants en Angleterre sont en surpoids ou obèses, et ce chiffre atteint 35,8 % à la fin de leur scolarité. La carie dentaire est la principale cause d'hospitalisation chez les jeunes enfants (généralement âgés de 5 à 9 ans) au Royaume-Uni," ajoute le gouvernement. La ministre de la Santé, Ashley Dalton, a déclaré que ces mesures visaient à "supprimer une exposition excessive aux aliments malsains", afin de "rendre le choix sain plus facile pour les parents et les enfants".

L'idée que l'interdiction de la publicité suffira à enrayer la progression de l'obésité reste discutable. Ce type de mesure agit surtout sur l'environnement global dans lequel les enfants grandissent. Elle réduit l'incitation passive à consommer des produits industriels, mais ne garantit pas que les alternatives saines soient choisies. Des organisations comme Diabetes UK ou la Obesity Health Alliance appellent à renforcer les autres leviers de prévention, en rendant les produits sains plus accessibles, plus abordables et plus attrayants.

Le défi dépasse la seule sphère de la publicité. Il implique une refonte plus large de l'environnement alimentaire : meilleure régulation des produits ultra-transformés dans les supermarchés, soutien à la cuisine maison, promotion active des fruits et légumes, accompagnement parental. Les effets des taxes sur les sodas, déjà en place depuis 2018, ont montré que les entreprises peuvent adapter leurs recettes et que les consommateurs peuvent changer leurs habitudes, mais seulement si plusieurs mesures se combinent.

Parmi les autres mesures annoncées figurent l'extension de la taxe sur les boissons sucrées à davantage de produits, dont certaines boissons lactées et l'interdiction de la vente de boissons énergisantes fortement caféinées aux moins de 16 ans.

Le Royaume-Uni fait aujourd'hui figure de pionnier, mais le combat est loin d'être terminé. La publicité pour la malbouffe n'est qu'un rouage parmi d'autres dans une machine bien rodée. Reste à voir si les autres pays oseront, eux aussi, désactiver ce levier puissant qui conditionne, souvent à leur insu, les choix alimentaires des plus jeunes.



"Nous voulons faire du Royaume-Uni une superpuissance en énergie propre"

Emily Shuckburgh est une climatologue de renommée mondiale. L'une de ces scientifiques qui avertissent inlassablement, depuis des décennies, des dangers d'une planète qui se réchauffe. Après avoir passé dix ans au British Antarctic Survey, où elle s'est consacrée à la recherche sur les océans polaires (...)

En octobre dernier, Emily Shuckburgh a été nommée conseillère scientifique en chef au sein du ministère de la Sécurité énergétique britannique. Une mission d'importance, alors que tous les pays cherchent la solution pour diminuer leur vulnérabilité face aux chocs géopolitiques - la guerre au Moyen-Orient étant le dernier en date. De passage à Paris, elle a reçu L'Express et souligné les grandes opportunités de coopération entre Londres et Paris : "En quelques centaines de kilomètres, nous voyons émerger un véritable écosystème d'innovations dans les technologies climatiques."

L'Express : Comment les tensions actuelles au Moyen-Orient redéfinissent-elles les priorités en matière de sécurité énergétique?

Emily Shuckburgh : Elles ne font que renforcer le besoin de considérer notre sécurité énergétique comme une composante essentielle de notre agenda politique. L'importance de la transition vers le Net Zero en est confortée, avec la recherche d'une énergie produite localement grâce aux renouvelables et, dans une certaine mesure, au nucléaire.

Dans le département ministériel que je conseille, nous voulons faire du Royaume-Uni une superpuissance en énergie propre. Cette ambition inclut deux composantes. La première : atteindre la neutralité carbone en 2050. Cela concerne l'ensemble de notre économie : l'énergie, les transports, les bâtiments, l'industrie, l'agriculture, etc. La seconde : avoir une électricité propre en 2030. C'est demain. Une grande partie de nos actions sont orientées vers cet objectif. Le contexte actuel nous prouve que c'est la meilleure solution pour répondre à la fois aux problèmes du changement climatique et de la sécurité énergétique.

Au Royaume-Uni, certaines voix s'élèvent, demandant à repenser le chemin vers le Net Zero, mais surtout la stratégie britannique en mer du Nord concernant le pétrole et le gaz. Que leur répondez-vous?

Je suis climatologue. En ce qui concerne le Net Zero, il est très clair que c'est la seule manière d'arrêter le changement climatique. C'est un fait scientifique. Je reviens tout juste du Svalbard, en Arctique : le réchauffement y est environ sept fois plus important que dans le reste de la planète. Mais nous avons aussi commencé à voir en France ou au Royaume-Uni les impacts du changement climatique, notamment en termes d'événements météorologiques extrêmes : vagues de chaleur, inondations... C'est bien la preuve que l'objectif de neutralité carbone est d'une importance cruciale.

Mais les conditions de la sécurité énergétique s'alignent-elles toujours avec celles du Net Zero?

Ce devrait être le cas. Je ne vois pas d'incompatibilité entre les deux. La meilleure manière d'assurer notre sécurité énergétique est de produire cette énergie dans des conditions que nous contrôlons. Nous disposons de ressources ultimes avec le soleil et le vent pour générer notre électricité. Mais aussi les marées, la géothermie ou encore le nucléaire : toutes les sources qui soient vertes ou bas-carbone sont bonnes. (...)

Comment la France et le Royaume-Uni peuvent-ils coopérer plus étroitement sur ces questions?

Il existe de larges opportunités dans les domaines de la science, de la recherche et de l'innovation. De grandes questions scientifiques sont encore ouvertes concernant le climat.(...)

Mais il y a aussi les technologies du futur : nouvelles batteries, science des matériaux, aviation à zéro émission nette, capture du CO2 dans l'atmosphère... La liste est longue. D'autant que l'intelligence artificielle aura un rôle à jouer pour accélérer le mouvement.

Car il existe un très large éventail d'opportunités, couvrant tous les aspects de la transition. Nous avons un projet nommé ADVICE, en partie piloté par l'Alan Turing Institute, qui a examiné le chemin de tous les secteurs vers le Net Zero. Il a identifié une centaine de défis dans lesquels l'IA pourrait jouer un rôle significatif. Par exemple pour améliorer la gestion et l'efficacité des systèmes énergétiques, optimiser les prévisions solaires (pour les parcs photovoltaïques) ou le fonctionnement des parcs éoliens. Ou encore pour accélérer le développement des technologies de batteries. Ce ne sont que quelques pistes.

Dans l'ensemble, nous avons déjà l'essentiel des solutions pour la transition. Pourquoi est-elle si lente?

En tant que climatologue, je dirais que c'est trop lent et frustrant. Mais il y a aussi des signes de progrès. Depuis 1990, le Royaume-Uni a réduit ses émissions de plus de moitié, tout en augmentant son économie de 80 %. Nous nous fixons tous les cinq ans des budgets carbone, qui tracent une trajectoire pour tous les secteurs de l'économie. Cette stratégie donne le sentiment de transformer en un plan opérationnel ce qui apparaîtrait autrement comme un défi impossible.

La plupart des réductions réalisées jusqu'à présent proviennent d'une baisse des émissions dans le secteur de l'énergie. Nous commençons maintenant à observer des progrès dans les transports, à mesure que les véhicules électriques deviennent de plus en plus répandus. Nous savons qu'il doit également y avoir un effort important du côté du chauffage domestique : les pompes à chaleur sont une technologie qui fonctionne. La décarbonation de l'industrie constitue un grand challenge pour la prochaine phase. Et aussi, à plus long terme, celle du secteur agricole. C'est un domaine dans lequel j'ai beaucoup travaillé, et où les recherches en cours sont très positives.



La métamorphose du prince Charles en monarque

Andrew Mountbatten Windsor, résident du domaine de Sandringham. Plus prestigieux que John Smith, de Brighton, mais adieu le titre de duc de York et la Royal Lodge de Windsor, la maison de 30 pièces où il logeait près du château et où viennent d'être reçus en grande pompe Emmanuel Macron et Donald Trump.

La presse britannique égrène tout ce que va perdre l'ex-prince Andrew : le droit d'être appelé « Son Altesse Royale », l'appartenance à l'ordre de la Jarretière ou le titre de chevalier grand-croix de l'ordre royal de Victoria... Après les nouvelles révélations sur les liens d'Andrew avec le pédocriminel Jeffrey Epstein, mort en prison, le roi Charles III a tranché dans le vif jeudi dernier. Un moment qui a peu de précédents historiques.

Le dossier Andrew peut encore dérapier. En visite à la cathédrale de Lichfield, le roi a été pris à partie, le 27 octobre, par un membre du public à propos de ce qu'il savait sur les relations de son frère avec le financier américain. Dans une période de crise économique et du coût de la vie, les finances de la famille royale - et notamment celles d'Andrew, justement - restent aussi une bombe à retardement.

Mais la décision de Charles III de sacrifier son cadet après la publication des mémoires posthumes de sa victime présumée Virginia Giuffre (Andrew continue de nier) a été bien accueillie par le public et les experts en choses royales. Le roi couronné en mai 2023 gère donc pour l'instant bien sa première grande crise publique, après l'épreuve personnelle de son cancer.

Il continue ainsi de défier les anticipations pessimistes selon lesquelles il n'avait pas la carrure pour protéger la nation britannique du traumatisme que représentait potentiellement la mort de sa mère, Elizabeth II, une reine reliant le Royaume-Uni aux plus grandes heures de son histoire.

Eroulement dans les sondages, tensions sur le Gilt, départs forcés au sein de son gouvernement, budget de tous les dangers le 26 novembre prochain... De son côté, Keir Starmer peine à maîtriser le récit de son mandat de Premier ministre. Pendant ce temps, le roi Charles III, considéré parfois comme un monarque de transition avant de passer la main à son aîné, William, se révèle une force de maintien pour l'institution ancestrale.

A une époque de chaos attentionnel sur les réseaux sociaux, il assure la permanence grâce à une posture altière au-dessus des débats de l'époque. Le célèbre historien Max Hastings, auteur de nombreux ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale et ancien rédacteur en chef du « Telegraph » lorsque ce dernier était le quotidien des conservateurs classiques d'avant le Brexit, fait partie des observateurs éclairés agréablement surpris.

« Sur le trône, le roi s'est révélé bien meilleur que je ne l'anticipais, explique-t-il. Il s'est montré plus mature, plus intelligent, plus apte à s'adresser au peuple. Beaucoup d'entre nous pensions avant la mort de la reine que son décès serait un grand traumatisme pour le peuple britannique. Mais en fait non, la transition a été remarquablement douce. »

La grande journaliste britannique Tina Brown, parle de son côté de « triomphe discret » pour décrire dans le « New York Times » les premières années de règne de Charles. N'a-t-il pas montré une adresse diplomatique particulière en se rendant au Canada après que Donald Trump a parlé d'en faire le 51e Etat américain ? N'a-t-il pas invité chez lui Volodymyr Zelensky après l'humiliation du président ukrainien dans le Bureau ovale en février dernier ?

Juste après son couronnement, l'ex-prince Charles avait été ovationné par les parlementaires français réunis au Sénat en s'adressant à eux en partie dans leur langue, ce qu'il avait fait quelques mois auparavant devant leurs homologues allemands réunis dans le Bundestag. De quoi aider à soigner les plaies du Brexit.

Les sondages confirment que l'institution monarchique tient le coup dans l'opinion depuis le décès de la reine. Presque six Britanniques sur dix ont une bonne opinion de la monarchie et de la famille royale, notait ainsi YouGov le 30 octobre : un niveau stable. Même si le même sondeur constate étude après étude que les jeunes sont moins enthousiastes.

Le roi Charles a pris ses fonctions à l'âge où ses sujets prennent leur retraite. Il a donc eu le temps d'observer. Mais les auspices étaient défavorables. En soixante-dix ans de règne, Elizabeth II, malgré les crises, a construit son prestige dans l'austérité et un certain mystère. Avec son divorce, sa liaison avec une femme divorcée, ses interventions sur l'architecture et l'écologie, le prince Charles n'avait pas créé cette distance et faisait l'objet d'une certaine dérision.

Max Hastings se souvient d'un dîner avec lui il y a quelques décennies pour rappeler deux défauts du monarque : sa tendance à s'apitoyer sur lui-même et son penchant pour écouter les mauvais conseillers. (...)

Pour l'historien relayant des propos des proches de la famille royale, le paradoxe est que le succès du début de règne de Charles III tiendrait en grande partie aux conseils prodigués par Camilla, qu'il a bien connue - « a very sensible English countrywoman ! » dit-il (« une Anglaise de la campagne très sensée »). Une divorcée désignée reine contre l'avis des plus fervents royalistes pour sauver la monarchie.

Les Echos

5 novembre 2025



Le Mondial, un terrain ultra-sécuritaire

À trois mois de la Coupe du monde, Amnesty International s'inquiète de possibles dérives au Canada, au Mexique et, surtout, aux États-Unis, les trois pays organisateurs. La Fifa avait pourtant promis un tournoi où chacun se sentirait libre d'exercer ses droits.

Pour ceux qui un jour se sont rendus aux États-Unis, le passage par la douane n'est jamais une partie de plaisir. Ne pas aller au-delà de la ligne jaune... rester à distance du comptoir où se trouve le douanier et répondre à une multitude de questions, voilà le lot du touriste lambda. Sans aller jusque-là, l'équipe de France de football en tournée en terre états-unienne à moins de cent jours de la Coupe du monde 2026 (du 11 juin au 19 juillet) a eu droit à un accueil loin d'être coulant, comme l'a reconnu le sélectionneur, Didier Deschamps : « À notre arrivée, on a passé un temps incroyable à l'aéroport, avec des contrôles que je n'avais jamais vus depuis que je suis né. On s'adapte », a-t-il déclaré un brin fataliste.

Les Diables rouges, eux aussi en tournée américaine, ont connu les mêmes tracasseries. L'équipe de Belgique a vécu un curieux moment dimanche dernier. Alors que les joueurs d'outre-Québécois allaient embarquer pour Chicago, ils ont été contrôlés sur le tarmac d'Atlanta par la sécurité américaine. Amenés en bus au pied de leur avion, les joueurs et leur staff y ont été fouillés de la tête aux pieds et passés au détecteur de métaux. Heureusement, ils avaient retiré leurs crampons en alu. Des exemples parmi d'autres, mais surtout un avant-goût de ce qui attend les supporters, les journalistes et toute autre personne se rendant sur le sol états-unien mi-juin.

Dans un communiqué, Amnesty International pointe du doigt de graves manquements et des risques encourus aux États-Unis : « Sous le mandat du président Donald Trump, les États-Unis, où se tiendront les trois quarts des matchs de la Coupe du monde, sont le théâtre d'une crise des droits humains », souligne ainsi l'organisation. Et d'ajouter par la voix de Steve Cockburn, directeur du programme justice économique et sociale : « Malgré le nombre ahurissant d'arrestations et d'expulsions, ni la Fifa (Fédération internationale de football association - NDLR) ni les autorités n'ont fourni de garanties que les fans et les populations locales seront protégés du profilage ethnique et racial, des descentes aveugles et des détentions et expulsions illégales. »

Des pays comme l'Iran - dont on ne sait toujours pas si son équipe se rendra au Mondial en raison du conflit au Moyen-Orient -, mais aussi le Sénégal ou encore la Côte d'Ivoire pourraient ne pas pouvoir compter sur leurs supporters en raison des interdictions de voyager imposées par l'administration de Donald Trump. Les villes de Dallas, Houston et Miami, qui accueilleront des matchs, ont à titre d'exemple toutes signé des accords permettant aux agences locales d'application des lois de collaborer avec l'ICE.

Ainsi apprend-on aussi que les personnes n'ayant pas eu leur visa avant le 1er janvier 2026 peuvent d'ores et déjà s'installer dans leur canapé, télécommande en main, pour suivre les matchs sur leur petit écran, à la maison. Pour les autres, ceux avec billets, mieux vaudra avoir un sacré budget. Confrontée à la tarification dynamique mise en place par la Fifa, l'organisation des supporters européens a attaqué cette dernière devant la Commission européenne pour dénoncer des prix « exorbitants ».

Mais, pour en revenir au tour de vis sécuritaire, d'autres fans de football devront « reset » leur téléphone et se désinscrire des réseaux sociaux car ceux-ci seront surveillés afin que les autorités y recherchent des contenus supposés « anti-américains ».

Faire partie de la communauté LGBT+, et le faire savoir, ne sera pas non plus bien vu. Au Royaume-Uni et en Europe certaines associations ont déclaré « qu'il était dangereux que leur présence soit visible pendant le tournoi », rapporte l'ONG, qui s'inquiète aussi de restrictions au droit de manifester et à la liberté d'expression au Mexique et au Canada. Ces deux pays sont en effet aussi épinglés. Au Canada, l'impact des jeux Olympiques de Vancouver de 2010 et une crise de l'immobilier croissante soulève des craintes quant à la situation des personnes sans abri qui devraient être une nouvelle fois déplacées.

Le Mexique a quant à lui mobilisé 100 000 agents de sécurité, dont des militaires, en réponse aux niveaux élevés de violence, ce qui accroît les risques pour les personnes prenant part à des manifestations, ainsi les femmes qui prévoient de manifester pacifiquement pour le match d'ouverture au stade Azteca à Mexico afin d'exiger la vérité sur la disparition de leurs proches. En clair, nous sommes loin du tournoi « sûr, accueillant et inclusif » promis, juré, craché par la Fifa.

L'Humanité

1 avril 2026



Perte de biodiversité : le renseignement anglais s'alarme

Un rapport alerte sur les conséquences de l'effondrement des écosystèmes pour la prospérité et la sécurité nationales. Le 20 janvier, dans l'indifférence presque totale des politiques et médias britanniques, le gouvernement de Keir Starmer a publié un rapport alarmant sur les conséquences, pour la sécurité du Royaume-Uni, de la perte globale de biodiversité.

Intitulé « Global Biodiversity Loss, Ecosystem Collapse and National Security », ce rapport de 14 pages auquel a collaboré le Joint Intelligence Committee (un organe de l'exécutif britannique supervisant les agences de renseignement MI5 et MI6) constate, en des termes inhabituellement francs, que « tous les écosystèmes considérés comme essentiels à l'équilibre de la planète », comme la forêt amazonienne, les forêts boréales, l'Himalaya, les mangroves, les récifs coralliens ou le bassin du Congo, « sont sur la voie de l'effondrement (ils perdent leur fonction de manière irréversible et/ou sont impossibles à réparer) ».

Et même si ces écosystèmes sont à des milliers de kilomètres du Royaume-Uni, leur effondrement présente une menace « pour la sécurité et la prospérité nationale », car il engendrera « une instabilité géopolitique et économique et une intensification des conflits et de la concurrence pour les ressources », avec leur lot de vagues migratoires, de risques accrus de pandémies ou de polarisation politique.

Dans ce contexte, « sans un renforcement significatif de la résilience du système alimentaire et de la chaîne d'approvisionnement britanniques, il est peu probable que le Royaume-Uni puisse garantir sa sécurité alimentaire », souligne le rapport. En effet, le pays « ne peut actuellement produire suffisamment de nourriture pour nourrir sa population (...) Un changement radical des régimes alimentaires des consommateurs serait nécessaire ». Le Royaume-Uni importe environ 40 % de son alimentation, avec une dépendance plus grande concernant les fruits et légumes (seuls 35 % de ces aliments consommés dans le pays y sont produits, selon The Food Foundation).

Les conditions de la publication du rapport, dont les conclusions valident les sombres analyses de la plupart des ONG de défense de l'environnement, en disent long sur l'attitude du gouvernement Starmer vis-à-vis de l'urgence climatique.

« Il devait être publié le 8 octobre 2025, selon l'agenda gouvernemental. Mais il n'en a rien été et ce jour-là, le Times a révélé que sa publication avait été bloquée à la dernière minute par Downing Street, de crainte que le rapport soit perçu comme trop négatif », explique au Monde Ruth Chambers, membre de Green Alliance, une des plus influentes associations environnementales britanniques.

Cette professeur honoraire au Centre de droit de l'environnement de l'University College London entame alors immédiatement une « demande d'accès à l'information » (freedom of information request), une procédure quasi judiciaire permettant à tout citoyen au Royaume-Uni d'exiger des informations détenues par les administrations publiques. « J'ai reçu une première réponse du gouvernement qui disait "non, nous ne publierons pas le rapport". J'ai fait appel, et l'étude a finalement été publiée le 20 janvier, mais sans annonce préalable dans les médias : c'est pour cela qu'elle a d'abord eu si peu d'écho », raconte Ruth Chambers.

« Certes, les conclusions du document sont brutales, et les réponses à apporter n'ont rien d'évident. Mais rien ne sert de se cacher la tête dans le sable, les risques ne vont pas disparaître pour autant », insiste l'experte, qui espère que le rapport va au moins susciter un débat au Parlement et pousser le gouvernement Starmer à mettre enfin en œuvre la loi dite « Environmental Act » de 2021.

Ce texte ambitieux, adopté après le Brexit, établit des objectifs chiffrés, contraignants, visant à améliorer la biodiversité, la qualité de l'eau et de l'air au Royaume-Uni. Il prévoit aussi que soient interdites les importations de produits ou d'aliments provenant de la déforestation illégale. Or, depuis 2021, « les importations britanniques de bœuf, de soja, d'huile de palme (...) ont été liées à la déforestation de plus de 39 300 hectares », regrette l'ONG Global Witness.

Malgré ses promesses de campagne, le premier ministre travailliste, Keir Starmer, s'est montré moins pressé d'appliquer un agenda pro-environnement que les dirigeants conservateurs l'ayant précédé à Downing Street. Le Royaume-Uni a ainsi décidé de ne pas investir dans le Tropical Forest Forever Facility, le fonds lancé lors de la COP30 pour aider à la conservation des forêts tropicales.

Le gouvernement Starmer a également « l'air déterminé à abandonner l'International Climate Finance Programme, le fonds mis en place par les conservateurs pour aider les pays les plus pauvres à enrayer l'effondrement de leurs écosystèmes », déplore le journaliste britannique et activiste pour le climat George Monbiot, dans les colonnes du Guardian.

Le gouvernement travailliste n'a pas non plus remis en cause les lois limitant le droit de manifestation, tel le Public Order Bill de 2022, visant spécialement les militants de la cause climatique. Près d'une vingtaine d'activistes ont été emprisonnés au Royaume-Uni depuis 2024 (avec des peines allant jusqu'à cinq ans de prison), et 7 000 ont été arrêtés par la police à la suite de manifestations pacifistes depuis 2019.



Le projet scolaire Ad Astra d'Elon Musk peine à décoller

Elon Musk a depuis longtemps une vision bien précise de l'école. L'apprentissage devrait être interactif et « aussi proche que possible d'un jeu vidéo », a-t-il un jour déclaré. Les établissements devraient laisser les enfants progresser à leur propre rythme, a-t-il ajouté, en adaptant « l'enseignement à leurs aptitudes et à leurs capacités ». Depuis 2023, Elon Musk s'efforce de concrétiser son rêve d'une meilleure éducation au sein d'une école primaire à Bastrop, au Texas, située à environ cinq minutes en voiture de plusieurs de ses entreprises, dont le fabricant de fusées SpaceX.

L'an dernier, lorsque l'école – baptisée Ad Astra, « vers les étoiles » en latin – a ouvert les inscriptions pour une cinquantaine d'enfants, les candidatures se sont comptées par milliers. « Tout le monde veut que son enfant soit comme Elon Musk », confie Judah Ross, un agent immobilier de 37 ans de Bastrop, qui a tenté d'inscrire son fils de 3 ans.

Pourtant, Ad Astra – abritée dans une maison aux colonnes blanches où flotte le drapeau du Texas – ne semble aujourd'hui pas fonctionner comme une école primaire. Il s'agit en réalité d'un « programme de garde d'enfants agréé » qui s'occupe d'une dizaine d'enfants âgés de 5 ans et moins, selon des documents obtenus auprès de la Commission de la santé et des services sociaux du Texas, l'agence publique qui régleme de tels établissements.

Les propres enfants d'Elon Musk ne sont vraisemblablement pas gardés à Ad Astra. Lui et sa compagne Shvonne Zilis, avec qui il a au moins quatre enfants, ont confié à leur entourage avoir opté pour l'instruction à domicile.

D'autres milliardaires, comme Mark Zuckerberg, Jeff Bezos ou LeBron James, ont tenté de créer leurs propres écoles, avec plus ou moins de succès. Mais la transformation d'Ad Astra en garderie pour enfants met un point final à l'investissement de plus de 600 millions de dollars par lequel Elon Musk entendait disrupter l'éducation... pour finalement sembler recevoir lui-même une leçon d'humilité.

Père d'au moins 14 enfants, Elon Musk a tenté depuis 2021 de lancer des écoles primaires, un lycée et une université. L'entrepreneur de 54 ans, à la tête d'entreprises comme Tesla, a bien réussi à faire décoller trois écoles, mais deux ont depuis fermé ou vu leur activité fortement réduite, et la troisième est passée au 100 % en ligne. Quant au projet d'université, il ne semble pas progresser.

Les milliardaires ont tendance à sous-estimer les difficultés liées à l'ouverture d'une école, analyse Larry Cuban, professeur émérite en sciences de l'éducation à l'université de Stanford. «

Ils pensent comprendre ce que sont l'enseignement et l'école parce qu'ils en ont eux-mêmes fait l'expérience », explique-t-il.

En octobre 2024, les responsables de l'école ont organisé une réunion d'information sur Zoom pour donner aux parents « un aperçu du programme et des acquis d'apprentissage attendus des élèves », selon un courriel. Les responsables y ont décrit une école axée sur les STIM (Sciences, Technologie, Ingénierie, Mathématiques) et la flexibilité, avec par exemple des cours de sciences en plein air, ont rapporté des parents. Il y aurait également des chevaux et des poulets dont il faudrait s'occuper.

Les frais de scolarité s'élèveraient à environ 1 000 dollars par mois, et les niveaux de classe seraient mixtes. D'autres parents ont indiqué que l'école prévoyait de s'entretenir avec chaque élève séparément, et qu'aucune préférence ne serait accordée aux enfants des employés d'Elon Musk. Les parents devraient signer un accord de confidentialité si leur enfant était admis.

Judah Ross dit avoir reçu des appels de tout le pays de la part de personnes prêtes à déménager à Bastrop pour que leurs enfants fréquentent Ad Astra. Lorsque la candidature de son fils a été refusée, Ross a reçu un courriel de l'administrateur de l'école expliquant que l'établissement avait reçu « des milliers de candidatures et de demandes d'information pour seulement quelques dizaines de places ».

Zarema Saldana, 33 ans, boulangère à Austin, à environ 45 minutes de Bastrop, raconte avoir déposé une candidature pour ses deux filles à Ad Astra, sans jamais recevoir de réponse. Ses filles auraient été des candidates idéales, estime-t-elle, car elles parlent russe et pratiquent la danse classique et la gymnastique. Elle a été surprise d'apprendre qu'Ad Astra n'accueillait que de jeunes enfants, après avoir entendu parler du programme scolaire et d'autres détails liés à une école plus grande. « Ils avaient de très grands projets », dit-elle.

Lors d'une récente visite à Ad Astra dans l'après-midi, peu d'activité était visible. Deux voitures étaient garées devant. Le service de sécurité a demandé à un journaliste du New York Times de quitter les lieux et a refusé de transmettre un message aux responsables de l'école.

Ad Astra pourrait encore grandir, à l'image des entreprises d'Elon Musk, qui démarrent souvent modestement avant de prospérer.

(Adapté)

Challenges

19 décembre 2025



Donald Trump et son armée de mécontents

J.D. Vance a été interrompu, lors d'un événement organisé à l'université de Géorgie, par des jeunes conservateurs, au sujet des guerres en Iran et à Gaza. Dix minutes après sa prise de parole, un spectateur a crié: « Jésus Christ n'approuve pas le génocide! ». Puis un autre: « Vous tuez des enfants! Vous bombardez des enfants! »

Le vice-président a été forcé de se défendre. « Je reconnais que beaucoup de jeunes électeurs n'apprécient pas notre politique au Moyen-Orient », a-t-il déclaré, avant de leur donner un conseil: « Ne vous désengagez pas simplement parce que vous n'êtes pas d'accord avec le gouvernement sur un sujet. Impliquez-vous davantage. » Les jeunes Américains, tous bords confondus, sont les plus insatisfaits de la guerre en Iran. 72% des moins de 30 ans jugent négativement la gestion de Donald Trump, contre 58% pour les 45-64 ans, selon un récent sondage CBS. Un écart générationnel qui s'observe également au sein du camp républicain: seulement 49% des jeunes conservateurs approuvent son action, contre 60% pour les 30-49 ans et 79% pour les 50-65 ans.

Le message de J.D. Vance a eu pour but d'apaiser une jeunesse américaine mécontente qui, en 2024, s'était pourtant ralliée à des niveaux records derrière Donald Trump. Lors de l'élection présidentielle, Kamala Harris a remporté cet électorat avec seulement 4 points d'avance, bien moins que les 25 points de Joe Biden en 2020. Les hommes de moins de 30 ans ont été le principal moteur de ce ralliement.

Malheureusement pour la Maison Blanche, le désenchantement des jeunes Américains n'est que le sommet de l'iceberg. J.D. Vance leur a demandé, à eux spécifiquement, de ne pas « se désengager ». Mais ce conseil aurait pu s'adresser à la quasi-totalité de l'immense coalition d'électeurs qui les a portés, Donald Trump et lui, au pouvoir.

En 2024, le président américain a remporté le scrutin grâce au ralliement de groupes aux intérêts divergents. Mais plus d'un an plus tard, le socle s'effrite, creusant son impopularité. En janvier 2025, Donald Trump récoltait près de 53% d'avis favorables. Aujourd'hui, il obtient plus de 56% d'avis défavorables.

Les principaux électorats à se détourner peu à peu du président américain sont les communautés noire et hispanique. Déçus de l'administration Biden, ils ont voté pour lui dans l'espoir d'améliorer leur situation économique et leur sécurité. (...)

Les promesses du candidat n'ont néanmoins pas été tenues. Les droits de douane et leur gestion chaotique ont mené à une augmentation des prix, touchant directement le portefeuille des

Américains. Le tout, alors que l'administration a coupé des programmes d'aide et des subventions de santé. Les raids anti-immigration ont davantage affecté les entreprises et les travailleurs, instaurant un sentiment d'insécurité. Si bien qu'aujourd'hui, 83% des électeurs noirs et 65% des hispaniques se disent insatisfaits de Donald Trump.

Les MAGA, dont certains ont quitté le camp démocrate, dressent un portrait mitigé de cette première année de mandat. Ils attendaient une chose précise: que l'administration Trump « nettoie » le système de santé, des agences fédérales corrompues par l'industrie pharmaceutique jusqu'aux cantines scolaires gavées d'additifs. Mais aujourd'hui, seulement 45% estiment que Donald Trump a tenu ses promesses, alors qu'il a limité les actions antivaccins et soutenu des géants des pesticides face à la Cour suprême.

Les « podcast bros » sont parmi les figures les plus vocales à avoir tourné le dos au président. Joe Rogan, pourtant longtemps associé au mouvement MAGA, n'hésite désormais plus à s'en prendre directement au président et à se définir comme un « sans-abri politique ». Ses désaccords visent en priorité la gestion de l'affaire Epstein, la violence des raids anti-immigration et les velléités interventionnistes à l'étranger. Or lui et ses confrères influencent l'esprit de leurs auditeurs et expliquent en partie le désenchantement de la jeunesse. (...)

La plus grande fracture s'observe au sein de la vieille garde politique et médiatique. Tucker Carlson et Megyn Kelly, anciens présentateurs de Fox News, ainsi que Marjorie Taylor Greene, étaient il y a encore un an les soutiens les plus fidèles de Donald Trump. Aujourd'hui, profondément opposés au soutien à Israël et à la guerre en Iran, ils émergent comme ses principaux dissidents. Au point que le président les a insultés la semaine dernière, les traitant de « fous à lier ».

Récemment, une autre faille s'est ouverte avec la droite religieuse. Plusieurs figures ont fermement réagi à l'image diffusée sur Truth Social comparant le président à Jésus. Cette polémique, couplée à des attaques virulentes contre le pape Léon, a accentué les mécontentements au sein de cet électorat clé. (...)

Même le noyau dur, les blancs non diplômés et les fermiers, montre des signes de fatigue, en raison du coût des droits de douane et de la hausse des prix du pétrole. Près de six agriculteurs sur dix font état d'une dégradation de leur situation financière, tandis que l'insatisfaction chez les Blancs sans diplôme a bondi de 32% à 52% en un an. Tous les voyants sont donc au rouge. Faut-il encore que Donald Trump veuille bien y croire.